

Migration du secteur éducatif public au secteur éducatif privé au Liban



Migration du secteur éducatif public au secteur éducatif privé au Liban

L'enseignement au sein du secteur public au Liban s'est détérioré depuis 2020 avec le début de la pandémie de Covid-19, et a été accentué par l'effondrement économique et financier du pays. Deux ans plus tard, pas plus de 40 % des élèves se sont inscrits à l'école, certaines sections ont fermé leurs portes, des enseignants contractuels ont été licenciés, et des enseignants du corps éducatif ont été répartis sur plusieurs établissements scolaires pour continuer leurs missions. Toutes ces réalités reflètent clairement l'état des établissements scolaires publics. Ainsi, même dans les quartiers les plus populaires de Beyrouth, les places dans les établissements secondaires ont été occupées après l'ouverture des inscriptions pour deux ou trois jours uniquement, toutefois, les niveaux d'inscription actuels ont chuté de façon alarmante, pour atteindre parfois le taux de 60 %. De même, le nombre d'élèves inscrits dans certains établissements scolaires publics de la banlieue-sud de Beyrouth est également passé de 700 à moins de 300.

Les élèves qui restent inscrits au sein de ces établissements sont des élèves nécessiteux, qui se trouvent dans l'incapacité de régler les scolarités des écoles privées. La migration ne s'est pas faite vers des écoles privées dont les scolarités sont élevées et l'éducation est de qualité, mais bien et bel au contraire. La plupart des parents ont inscrit leurs enfants dans des écoles privées, indépendamment des critères de ces dernières, pour assurer aux enfants une année scolaire normale.

Les difficultés auxquelles les établissements scolaires publics font face regroupent les grèves et l'incapacité de l'État à obtenir les fonds nécessaires au bon fonctionnement de ces installations, tel que fournir du carburant pour le chauffage et l'électricité, lutter contre les épidémies répandues dans le pays, et assurer une connexion internet et de la papeterie. Le budget fourni par l'État ne couvrent que les salaires des enseignants, alors qu'aucun montant n'est alloué pour les services de base.

Avant l'effondrement économique, les écoles secondaires publiques ne souffraient pas d'un déficit financier au niveau de leurs dépenses de fonctionnement, notamment les plus importantes d'entre-elle. Aujourd'hui, et

avec la dépréciation de la monnaie nationale, ces fonds n'ont plus de valeur. Par exemple, le coût de l'impression des documents d'examen pour toute l'année scolaire, pour une école secondaire de 500 élèves coûtait environ 2 millions de livres libanaises. Ce coût atteint actuellement 35 millions de livres libanaises, couvert obligatoirement par le fonds de l'établissement scolaire en question.

La situation n'est pas très différente au niveau universitaire. La cumulation des négligences de l'État au fil des ans a conduit l'Université libanaise à une situation similaire. La crise de la Covid-19, la dépréciation du pouvoir d'achat des enseignants et de la valeur de leurs salaires, et la perte de tous leurs avantages sociaux et de santé en raison de la crise économique, ont causé une fuite importante des enseignants et des étudiants, en particulier au niveau des facultés d'études appliquées, où ses répercussions ont commencé à apparaître clairement après l'adoption de l'enseignement en présentiel dans ses diverses facultés. Le pourcentage d'étudiants qui ont passé des examens dans certaines facultés a diminué au sein de quelques-unes pour atteindre un taux proche de 50 %.

Néanmoins, la plupart des universités privées au Liban ont connu un nombre d'inscrits sans précédent, en particulier au début de cette année universitaire 2022-2023, malgré la dollarisation de la scolarité de ces universités selon différents pourcentages. Les étudiants sont répartis entre les nouveaux étudiants inscrits, et un pourcentage de ceux qui ont quitté l'Université libanaise, ce qui a conduit certaines universités à établir des conditions et des taux d'admission précis pour accepter les étudiants, et ce après avoir atteint leur capacité d'accueil maximale.

Il est clair que nous vivons aujourd'hui le début d'un décrochage et d'une migration d'apprenants de l'enseignement public vers l'enseignement privé, sous leurs diverses nomenclatures scolaires et universitaires. Toutefois, l'ampleur de ce décrochage et de cette migration massifs soulève de nombreuses questions sur la stabilité éducative de la société libanaise, qui laisseront encreées, a minima, des cicatrices sévères dans la structure éducative. Ces cicatrices ne seront pas facilement traitées et nécessiteront un travail cumulé sur plusieurs années pour rééquilibrer l'organisme éducatif.

Malgré toute cette image sombre par laquelle est teintée l'éducation au Liban, restent ceux qui croient au rôle de l'établissement scolaire public et de l'Université libanaise dans la construction de l'Homme et la consolidation du vivre-ensemble et des valeurs nationales ; un rôle qui inclut à la fois les pauvres et les riches et qui assure un enseignement équilibré pour les différentes classes de la société. Les véritables sociétés considèrent l'enseignement privé comme un complément et non comme un substitut à l'enseignement public. L'oiseau de l'enseignement nécessite des ailes officielles qui lui appartiennent, pour s'élever dans le ciel de l'excellence et de la créativité et établir les bases d'une véritable citoyenneté.

Dr. Abed El Safadi

Professeur, Université libanaise